

MEDEF Actu-Eco - n° 289

Direction des Etudes

Semaine du 29 mai au 2 juin 2017



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Compte des administrations publiques en 2016** : déficit public de 3,4% du PIB, dépenses publiques de 56,4% du PIB, prélèvements obligatoires de 44,4% du PIB et dette publique de 96,3% du PIB
2. **Croissance du PIB au premier trimestre 2017** : +0,4% (+0,5% au trimestre précédent), ralentissement de la consommation, accélération des investissements, contribution fortement négative des échanges extérieurs
3. **Demandes d'emploi en avril 2017** : 3 471 600 en catégorie A (-36 300 sur un mois, -46 400 sur un an), durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi de 581 jours
4. **Dépenses de consommation des ménages en biens en avril 2017** : hausse sur un mois (+0,5%), baisse sur un an (-0,5%)
5. **Moral des ménages en mai 2017** : au plus haut depuis août 2007

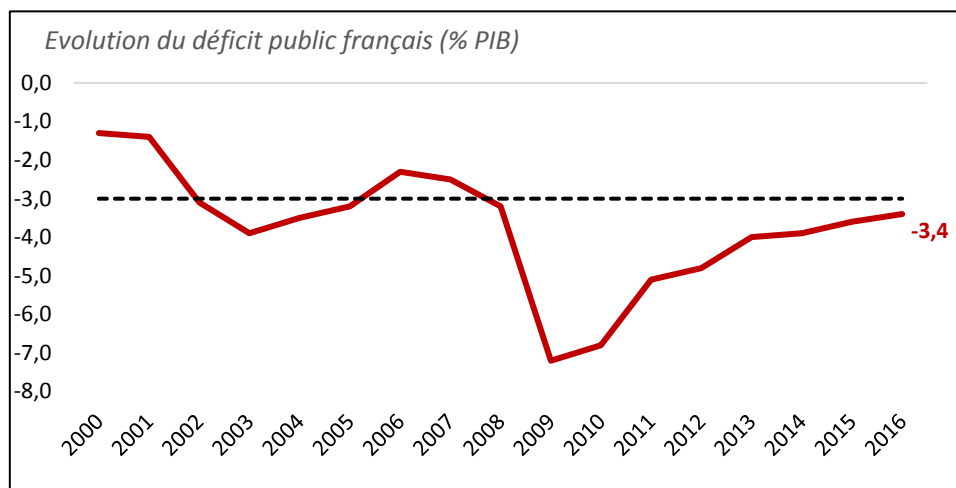
INTERNATIONAL

6. **Climat économique en Europe en mai 2017** : baisse de confiance des entreprises dans les secteurs des services et du commerce de détail, nouvelle amélioration dans l'industrie ; confiance des ménages stable
7. **Tendance récente des marchés** : détente des taux obligataires, interruption de l'appréciation de l'euro contre dollar

1. Compte des administrations publiques en 2016 : déficit public de 3,4% du PIB, dépenses publiques de 56,4% du PIB, prélèvements obligatoires de 44,4% du PIB et dette publique de 96,3% du PIB

*Selon une deuxième estimation de l'INSEE, le solde des comptes des administrations publiques a été déficitaire en 2016 (**-3,4% du PIB après -3,6% en 2015 et -3,9% en 2014**).

Pour mémoire, le PLF 2016 visait un déficit public de -3,3% du PIB. Le déficit au sens de Maastricht s'élève ainsi à près de 76 milliards d'euros.



Source : INSEE

*Cette légère réduction du déficit en 2016 résulterait d'une **progression des dépenses moindre que celle des recettes**.

De fait, **les dépenses publiques auraient augmenté de +1,1%** (+1,4% en 2015), pour atteindre **1257,2 milliards d'euros**, soit **56,4% du PIB** (56,7% en 2015). Dans le détail, ce ralentissement recouvrirait :

- **une décélération des dépenses de fonctionnement** (+0,7% après +1,2% en 2015) portée essentiellement par celle des rémunérations (+0,8% après +1,0% en 2015) « en dépit de la hausse du point d'indice de la fonction publique » et par celle des consommations intermédiaires (+0,2% après +1,9% en 2015) « dans un contexte de faible inflation ». La charge d'intérêt de la dette a continué de se réduire (-5,1% après -4,5% en 2015) sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt ;
- **un ralentissement considérable du poste « autres transferts et subventions »** (+2,0% contre +7,2% en 2015) ;

- **une augmentation un peu plus rapide des prestations sociales** (+1,8% après +1,6% en 2015).

Les recettes publiques auraient progressé de +1,4% en 2016 (+2,0% en 2015) à **1181,2 milliards d'euros**, soit **53,0% du PIB** (53,1% en 2015), dont **44,4% au titre des prélèvements obligatoires**, comme en 2015. Cette progression recouvrirait :

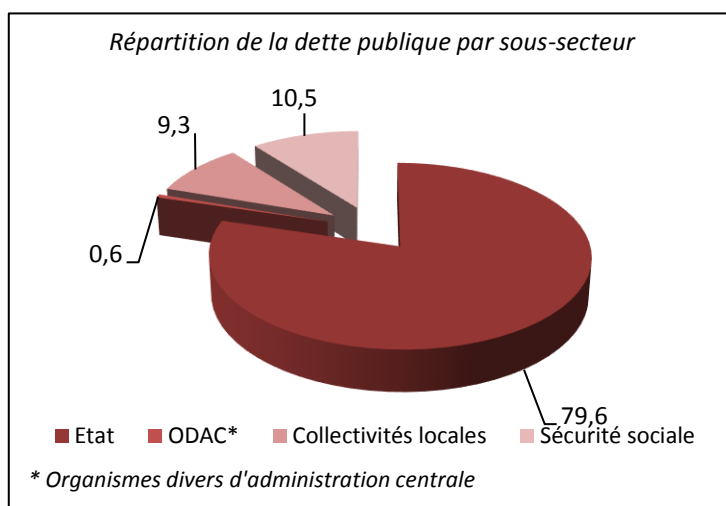
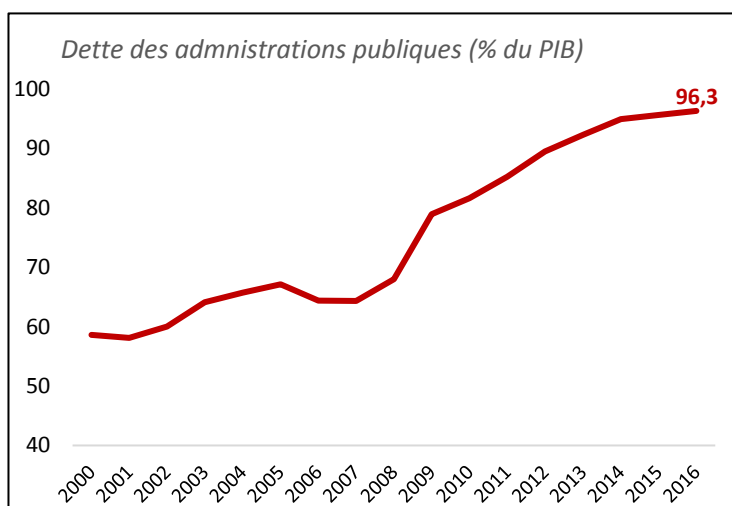
- **une décélération des impôts sur le revenu et le patrimoine** (+0,6% après +1,3% en 2015). L'impôt sur le revenu des personnes physiques a augmenté de +800 millions d'euros tandis que l'impôt sur les sociétés a diminué de -500 millions d'euros ;
- **une hausse moindre des impôts sur les produits et sur la production** (+2,3% après +3,1% en 2015) ;
- **une accélération des cotisations sociales perçues** (+1,5% après +1,0% en 2015), « notamment sous l'effet de la poursuite des relèvements du taux de cotisations à l'assurance vieillesse ».

*La **dette publique au sens de Maastricht** (dette brute) s'est établie à **2 147,2 milliards d'euros au 31 décembre 2016, soit +49,2 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2015**. Elle représente désormais **96,3% du PIB contre 95,6% un an plus tôt**. Elle est composée à près de 80% de l'endettement de l'Etat.

Cette hausse de près de 2% est **imputable pour l'essentiel à celle de l'endettement de l'Etat** (+48,6 milliards d'euros). L'endettement des

administrations publiques locales et de la sécurité sociale n'a progressé « que » de respectivement +2,9 et +4,7 milliards d'euros. La dette des ODAC (CNRS, CEA, Météorologie nationale...) a continué de reculer (-6,9 milliards d'euros).

***Sur plus longue période, la dette publique s'est alourdie de +1 276,8 milliards d'euros entre 2000 (où elle représentait 59% du PIB) et 2016, dont les 2/3 (+895 milliards d'euros) entre 2007 (64,3% du PIB) et 2016.**



Source : INSEE

*
* *

Dans son rapport du 31 mai 2017, intitulé *Le Budget de l'Etat en 2016*, la **Cour des comptes** indique que « la réduction du déficit du budget de l'Etat observée en 2016 est peu significative ». Pis, selon elle, « **l'exercice 2016 apparaît comme une occasion manquée** » puisque « le contexte propice que constituaient la baisse de la charge de la dette et la forte réduction des prélèvements sur recette a été insuffisamment mis à profit pour progresser dans le rétablissement des finances de l'Etat ».

Par ailleurs, la réduction du déficit budgétaire observée au cours des derniers exercices ne serait en fait qu'une convergence en trompe l'œil : selon la Cour des comptes en effet, « en retraitant les dépenses exceptionnelles enregistrées en 2013 et 2014 (augmentation du capital de la BEI et versements au MES) et les programmes d'investissements d'avenir, **le déficit budgétaire 2016 reste supérieur à celui de 2013 [-4%]** ».

Le solde public primaire (hors charges d'intérêt sur la dette) est un autre sujet de préoccupation. En 2016, **la France est en effet le seul pays d'Europe avec l'Espagne a dégagé un solde primaire négatif (-1,5% du PIB, soit un peu plus de -27 milliards d'euros) alors qu'un excédent de +16,5 milliards d'euros aurait été nécessaire pour stabiliser la part de la dette dans le PIB.**

La Cour des comptes termine son rapport sur le constat suivant : « dans l'hypothèse où la remontée des taux amorcée fin 2016 se poursuivrait et ne s'accompagnerait pas d'une accélération de la croissance, l'Etat devrait, au cours des prochaines années, poursuivre l'effort indispensable de redressement de ses comptes dans un environnement beaucoup moins favorable ».

Panorama des finances publiques en 2016

	2015	2016	2016
	Niveau (Mds €)	Niveau (Mds €)	Evolution %
DÉPENSES, dont:	1244,0	1257,2	+1,1
fonctionnement	399,2	401,9	+0,7
<i>rémunérations</i>	281,2	283,6	+0,8
<i>consommations intermédiaires</i>	107,2	107,4	+0,2
<i>charge d'intérêt</i>	48,6	46,1	-5,1
prestations sociales	565,9	576,2	+1,8
autres transferts et subventions y.c CICE	151,6	154,7	+2,0
investissements	76,2	76,1	-0,1
RECETTES, dont:	1165,3	1181,2	+1,4
impôts, dont	628,7	638,9	+1,6
<i>impôts sur le revenu et le patrimoine</i>	274,5	276,2	+0,6
<i>impôts sur les produits et la production</i>	347,5	355,6	+2,3
cotisations sociales effectives	369,9	375,5	+1,5
	% PIB	% PIB	Evolution (points)
DEPENSES PUBLIQUES	56,7	56,4	-0,3
RECETTES PUBLIQUES	53,1	53,0	-0,1
<i>dont PO</i>	44,4	44,4	0,0
DEFICIT PUBLIC	-3,6	-3,4	0,2
DETTE PUBLIQUE	95,6	96,3	0,7

Source : INSEE

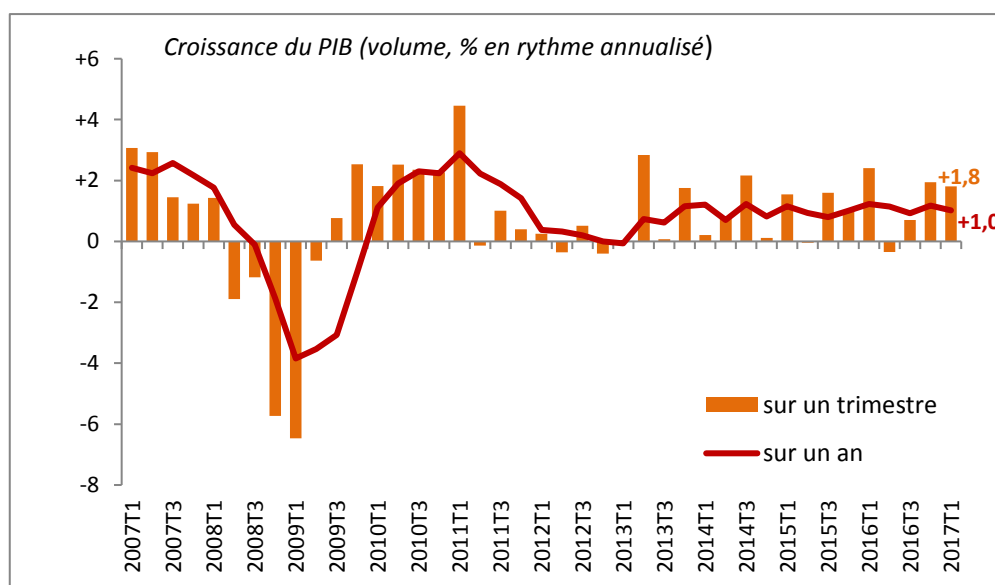


2. Croissance du PIB au premier trimestre 2017 : +0,4% (+0,5% au trimestre précédent), ralentissement de la consommation, accélération des investissements, contribution fortement négative des échanges extérieurs

* Selon la **deuxième estimation** de l'INSEE, la **croissance du PIB en volume**, mesurée en rythme trimestriel, **aurait ralenti au premier trimestre 2017 (+0,4%** - soit +1,8% l'an - après +0,5% au quatrième trimestre 2016). Cette deuxième estimation de la croissance du PIB est toutefois meilleure que la première (+0,3%).

Entre le premier trimestre 2016 et le premier trimestre 2017, le PIB aurait progressé de +1,0% (+0,8% en première estimation) après +1,2% au quatrième trimestre 2016.

L'acquis de croissance au premier trimestre 2017 s'élèverait ainsi à +0,9% pour l'ensemble de l'année 2017 (+0,7% en première estimation).



Source : INSEE

* La croissance du PIB au premier trimestre 2017, en rythme trimestriel recouvre :

○ En termes de production par branche :

- un **repli de la production manufacturière** (-0,2%, après +0,7% au quatrième trimestre) **néanmoins moins maqué qu'en première estimation** (-0,5%). Celui-ci s'explique par la baisse enregistrée dans le secteur de la **cokéfaction et raffinage** (-11,0% contre -12,1% en première estimation, après +4,7% au trimestre précédent) et dans celui de **l'industrie agroalimentaire** (-0,8% contre -2,1% en première estimation après -0,8% au quatrième trimestre). La production dans le secteur des **matériels de transport** a ralenti (+1,0% contre

+1,3% en première estimation, après +3,2% au trimestre précédent) ;

- une **accélération dans les services marchands** (+0,9% après +0,6%) alors qu'en première estimation un ralentissement y avait été constaté. Cette progression tient notamment à celle des services aux entreprises (+1,2% après +1,0%) et à celle de la production de services financiers (+0,7% après +0,6%) et;

-une **ralentissement dans la construction** (+0,3% après +0,6% au quatrième trimestre) contrairement à la première estimation (+0,6%).

o En termes de composantes :

- un net **ralentissement de la consommation des ménages** (+0,1%, après +0,6% au quatrième trimestre 2016). Cette évolution s'explique principalement par le fort repli de la consommation d'énergie (-3,3% après +3,4% au trimestre précédent), à relier « *aux températures de l'hiver 2017 qui ont été plutôt douces pour la saison, après un automne 2016 frais* ». Par ailleurs, les achats en biens fabriqués ont ralenti (+0,1% après +1,1% au quatrième trimestre 2016) du fait d'un « *repli des achats de véhicules* » ;

- une **croissance inchangée des dépenses de consommation des administrations publiques** (+0,3%) ;

- une **accélération de l'ensemble des investissements** (+1,2% après +0,5%) bien plus marquée que lors de la première estimation

(+0,9%). **L'investissement des entreprises a franchement accéléré** (+1,9% contre +1,3% en première estimation, après +0,9% au trimestre précédent) que ce soit dans le secteur manufacturier (+1,6% après +0,4%) ou dans celui des services marchands (+1,9% après +0,7%). Dans la construction, l'investissement a légèrement ralenti (+0,3% après +0,5%). La hausse de l'investissement des ménages (logements) a été de +1,0% (après +0,9%). Celui des administrations publiques a continué de se replier (-1,2% après -1,4%) ;

- une **diminution des exportations de biens et services** (-0,8% après +1,0%) notamment celles en matériels de transport, conjuguée à une **accélération des importations** (+1,4% après +0,6%), en particulier les achats de produits pétroliers raffinés et ceux d'autres produits industriels.

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

%, volume	T2 2016	T3 2016	T4 2016	T1 2017	2016	2017 Acquis
PIB	-0,1	+0,2	+0,5	+0,4	+1,1	+0,9
Consommation des ménages	+0,3	+0,1	+0,6	+0,1	+2,1	+0,7
Consommation des administrations publiques	+0,3	+0,3	+0,3	+0,3	+1,2	+0,8
Investissement total (FBCF), dont :	-0,1	+0,2	+0,5	+1,2	+2,7	+1,6
entreprises non financières	-0,3	-0,2	+0,9	+1,9	+3,4	+2,4
ménages (logements)	+0,7	+0,9	+0,9	+1,0	+2,4	+2,3
administrations publiques	-0,6	0	-1,5	-1,2	-0,2	-2,5
Exportations (biens et services)	+0,2	+0,6	+1,0	-0,8	+1,9	+0,3
Importations (biens et services)	-1,1	+2,8	+0,6	+1,4	+4,2	+3,0

Source : INSEE

* Au total, **au premier trimestre 2017**, la croissance résulte d'une **contribution positive de la demande intérieure finale hors stocks** (+0,4 point après +0,5 point au quatrième trimestre 2016) et **des variations de stocks** (+0,7 point après -0,2), notamment dans les matériels de transport et les autres produits industriels (chimie, pharmacie, plasturgie). En revanche, la croissance a pâti d'une **contribution négative du commerce extérieur** (-0,7 point après +0,1 point au quatrième trimestre 2016).

* En définitive, cette deuxième estimation de la croissance française au début 2017 est préoccupante, pour plusieurs raisons :

- **hors variation des stocks, le PIB aurait reculé de -0,3%** (contre +0,7% au dernier trimestre 2016) ;
- cette reconstitution des stocks explique pour l'essentiel **la forte accélération des importations** ;
- les **exportations ont reculé malgré la bonne tenue des échanges mondiaux et un euro encore compétitif** ;
- un point encourageant : **la reprise des investissements s'est confirmée** au premier trimestre 2017. C'est vrai des investissements des entreprises comme de ceux des ménages (au vu des indicateurs sur le marché des logements).

* Au **premier trimestre 2017, la croissance française a été inférieure à celle de la zone euro**, tant en rythme trimestriel (0,4% contre +0,5%) qu'en rythme annuel (+1,0% contre +1,7%).

Certains pays ont connu une croissance du PIB supérieure à celle de la France. C'est notamment le cas de l'Allemagne (+0,6% en rythme trimestriel et +1,7% en rythme annuel), de l'Espagne (+0,8% et +3,0%) ou encore du Portugal (+1,0% et +2,6%).

Au contraire, la croissance française a été plus soutenue que celle de l'Italie (+0,2% et +0,8%) ou de la Grèce (-0,1% et -0,5%).

Hors zone euro, la croissance du PIB britannique en rythme trimestriel a été de +0,3%, soit un ralentissement par rapport au quatrième trimestre et de +2,1% sur un an. Même tendance au Danemark avec une croissance de +0,3% après +0,5% au quatrième trimestre.

Croissance comparée du PIB

%	variation trimestrielle		Variation annuelle	
	T4 2016	T1 2017	T4 2016	T1 2017
Zone Euro dont	0,5	0,5	1,8	1,7
Belgique	0,4	0,5	1,1	1,5
Allemagne	0,4	0,6	1,8	1,7
Irlande	2,5	-	6,6	-
Grèce	-1,2	-0,1	-1,1	-0,5
Espagne	0,7	0,8	3,0	3,0
France	0,5	0,4	1,2	1,0
Italie	0,2	0,2	1,0	0,8
Pays-Bas	0,6	0,4	2,8	2,8
Autriche	0,6	0,5	2,0	1,9
Portugal	0,7	1,0	2,0	2,8
Finlande	0,3	1,6	1,4	2,6
Danemark	0,5	0,3	2,3	1,8
Suède	1,0	-	2,3	-
Royaume-Uni	0,7	0,3	1,9	2,1

Sources : INSEE, Eurostat

3. Demandes d'emploi en avril 2017 : 3 471 600 en catégorie A (-36 300 sur un mois, -46 400 sur un an), durée moyenne d'inscription à Pôle Emploi de 581 jours

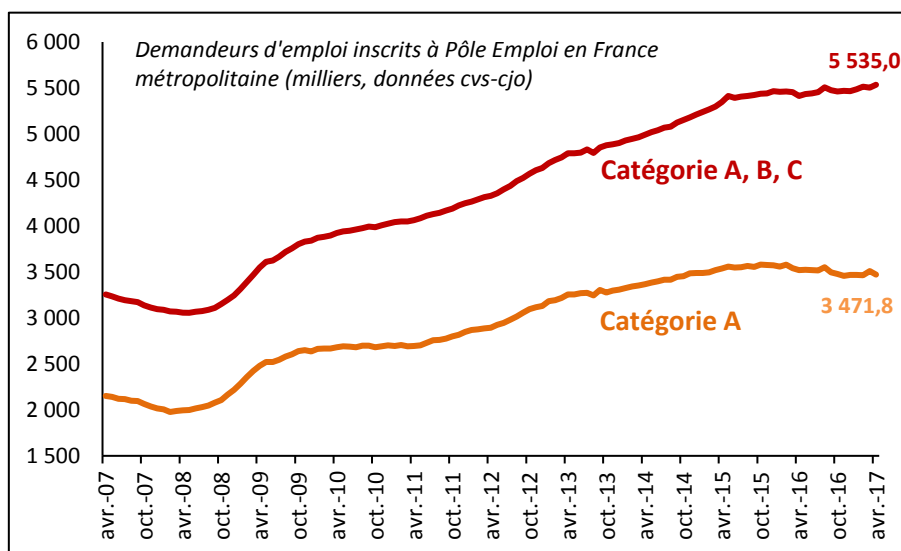
* **Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (sans aucune activité) en France métropolitaine a diminué en avril 2017 (-36 300 personnes, soit -1,0%),** après la hausse de mars (+43 700, plus forte augmentation depuis septembre 2013).

Cette baisse a concerné autant les femmes (-1,2%) que les hommes (-0,9%), et toutes les tranches d'âge (-1,2% pour les moins de 25 ans, -1,0% pour les 25-49 ans, -1,1% pour les 50 ans ou plus). Le nombre de demandeurs d'emploi de la

catégorie A en France métropolitaine s'établit désormais à **3 471 800 personnes**.

Au contraire, **le nombre total des demandeurs d'emploi - ensemble des catégories A, B et C - s'est accru de +31 200 (+0,6%)** pour s'établir à **5 535 000 personnes**.

* **Pour la France entière** (métropole et DROM), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A s'est réduit de -37 700 personnes tandis qu'il a augmenté de +30 900 personnes pour l'ensemble des catégories A, B et C.



Source : Dares

* **Sur trois mois** (entre janvier et avril 2017), le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine a augmenté de **+3 900 personnes**, (accroissement de +48 600 pour l'ensemble des catégories A, B et C). Pour la France entière (métropole et DROM), l'évolution a été très légèrement moins soutenue (+3 600 pour la catégorie A et +47 900 pour l'ensemble des catégories A, B et C).

Par région, l'évolution sur trois mois des demandeurs de catégorie A en **France métropolitaine** a été très contrastée : repli de -1,2% en Corse, -0,8% en Bourgogne-Franche-Comté, -0,6% en Nouvelle-Aquitaine et hausse de

de +0,8% en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France, +0,6% pour la région Centre-Val de Loire et +0,5 dans les Pays de la Loire. **S'agissant du total des catégories A, B et C**, les écarts sont nettement plus réduits, de -0,4% en Corse à +1,3% dans les Hauts-de-France.

Les **départements et régions d'Outre-mer** ont enregistré une diminution de -0,1% des demandes de catégorie A, qui recouvre une baisse marquée en Guyane (-1,5% après déjà -5,2% le mois précédent) et dans une moindre mesure en Martinique et en Guadeloupe (-0,2%) et une légère hausse à la Réunion (+0,1%).

* **Entre avril 2016 et avril 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A en France métropolitaine a diminué de -46 400 personnes, soit -1,3%** (+122 000 pour l'ensemble des catégories A, B et C). Cette évolution sur un an

recouvre une baisse de -2,9% chez les hommes et un accroissement de +0,4% chez les femmes ; un recul de -6,3% chez les moins de 25 ans et de -1,9% chez les 25-49 ans, une hausse de +2,9% chez les 50 ans et plus.

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A en avril 2017 (France métropolitaine)

	Niveau	Evolution sur un mois		Evolution sur un an	
	milliers	milliers	%	milliers	%
Hommes	1798,8	-15,5	-0,9	-53,8	-2,9
Femmes	1673,0	-20,8	-1,2	+7,4	+0,4
Moins 25 ans	475,5	-5,9	-1,2	-31,7	-6,3
25 à 49 ans	2085,0	-20,7	-1,0	-40,3	-1,9
50 ans ou plus	911,3	-9,7	-1,1	+25,6	+2,9
Ensemble	3471,8	-36,3	-1,0	-46,4	-1,3

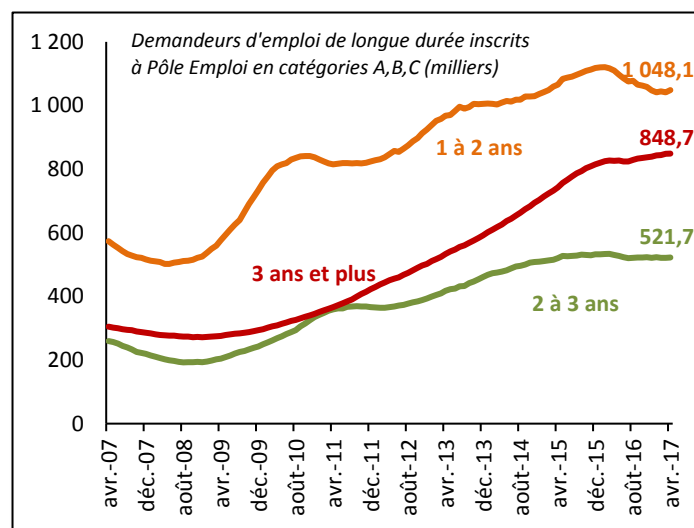
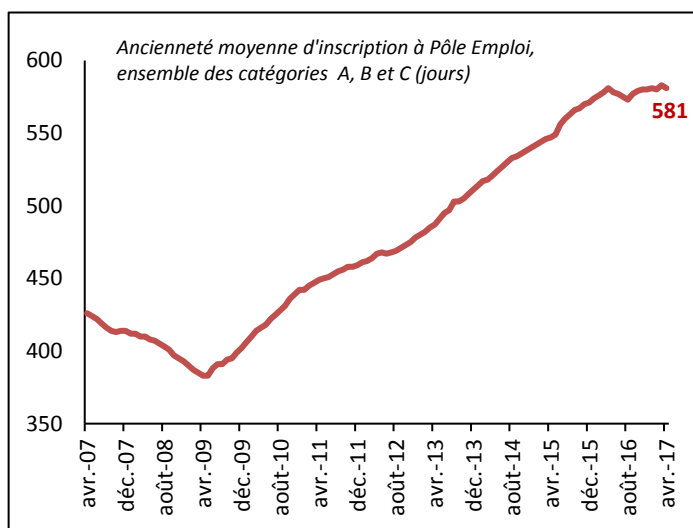
Source : Dares

* La **durée moyenne d'inscription à Pôle emploi** pour l'ensemble des catégories A, B et C a diminué en avril 2017 (-2 jours) pour s'établir à **581 jours**. Elle retrouve le niveau qui était le sien un an plus tôt.

* En avril 2017, le nombre de **demandeurs d'emploi de longue durée (supérieure à un an)** a augmenté sur un mois de +8 000, pour atteindre **2 418 500** personnes, mais a diminué de - 46 900 personnes sur un an. Ils représentent ainsi **43,7%**

des demandeurs toutes catégories confondues en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de **1 à 2 ans** a augmenté de +7 200 personnes mais s'est réduit de -61 300 sur un an. Ceux inscrits de **2 à 3 ans** sont restés stables entre mars et avril et ont baissé de -8 000 sur un an. Le nombre de demandeurs d'emplois inscrits depuis **3 ans ou plus** a également été stable sur un mois mais a **progressé de +22 400 personnes sur un an pour représenter 848 700 personnes** (35,1% des chômeurs de longue durée).



Source : Dares

4. Dépenses de consommation des ménages en biens en avril 2017 : hausse sur un mois (+0,5%), baisse sur un an (-0,5%)

** Les dépenses de consommation des ménages en biens (en volume, CVS-CJO) ont rebondi en avril 2017 (+0,5%, après deux mois consécutifs de recul).*

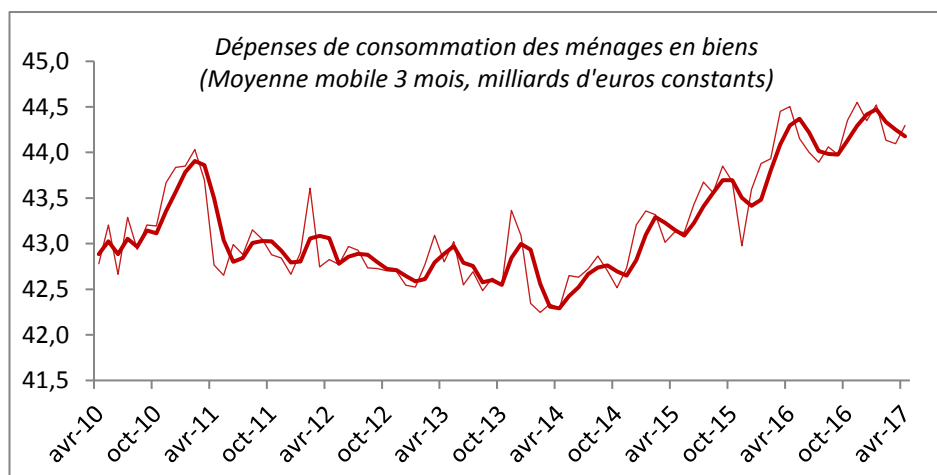
Ce rebond s'explique principalement par celui des dépenses en énergie et par la « *nette accélération de la consommation alimentaire* » :

- après deux mois consécutifs de baisse, les **dépenses de consommation en énergie se sont redressées** (+3,1%), principalement du fait d'une « *vive augmentation* » des dépenses en gaz et en électricité (+7,1%) liée à des « *températures se rapprochant de leur moyenne saisonnières* ». La consommation de produits raffinés a en revanche diminué (-1,9%) pour tous les types de carburants ;
- La **consommation de produits alimentaires a nettement accéléré** (+0,9% après +0,1% le mois précédent), hausse qui a concerné pratiquement tous les types de produits (fruits et légumes, viandes, produits laitiers, boisson etc.) à l'exception du tabac.

Les **achats de « biens fabriqués » ont reculé (-0,8%)** après être restés stables en mars. Dans le détail, on note :

- une diminution des achats d'automobiles de -0,4% ;
- une nette chute des dépenses en équipement du logement (-1,8% après +1,5% le mois précédent) ;
- une poursuite de la baisse des achats en habillement-textile (-2,1% après déjà -1,9% le mois précédent).

** En glissement sur un an, les dépenses des ménages se sont repliées de -0,5%* sous l'effet essentiellement de la contraction des dépenses en énergie (-4,8%) et dans une moindre mesure de celles en biens fabriqués (-1,0%). La hausse des dépenses en produits alimentaires (+2,2%) n'a pas permis de compenser cette baisse.



Source : INSEE

** Sur les trois derniers mois connus (février, mars et avril), les dépenses de consommation des ménages en biens ont diminué de -0,7%* par rapport au trois mois précédent (novembre, décembre et janvier). Cette baisse trouve là aussi essentiellement son origine dans celle des produits énergétiques (-7,6% dont -11,5% pour les seules dépenses en gaz et énergie). Les dépenses de biens alimentaires et de biens fabriqués ont augmenté (respectivement +0,8% et +0,9%).

** En glissement sur un an, les dépenses des ménages sur les trois derniers mois connus ont reculé de -0,3%* sous l'effet de la baisse des dépenses en énergie (-4,9%). Les dépenses de biens alimentaires et de biens fabriqués ont augmenté, mais pas assez pour compenser la baisse des dépenses en énergie (respectivement +1,1% et +0,4%).

Evolution et structure des dépenses de consommation des ménages en biens (variation en %)

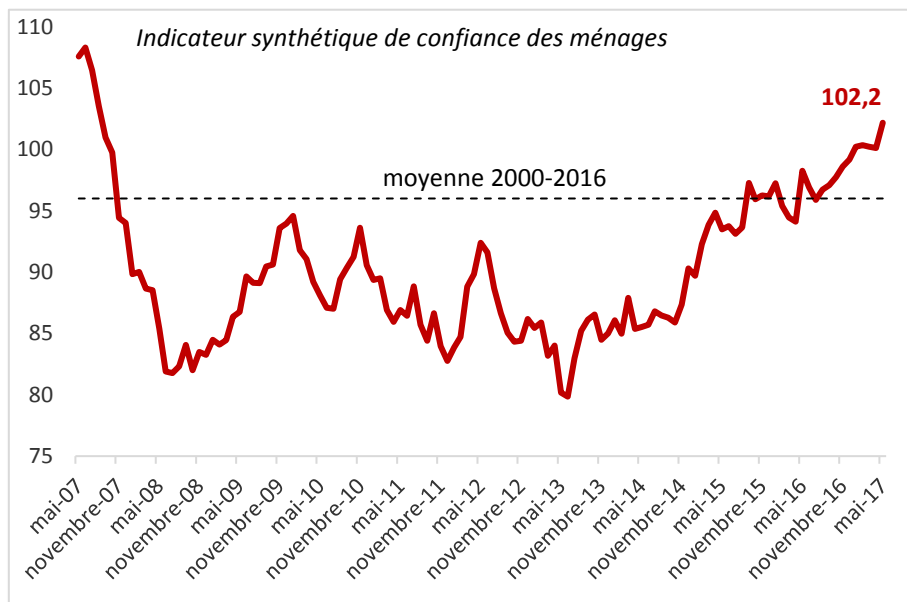
%	Poids	févr-17	mars-17	avr-17	avr-17/avr-16	fév-mars-avr 2017 / jan-déc-nov 2016	fév-mars-avr 2017 / fév-mars-avr 2016
Total	100%	-0,9	-0,1	+0,5	-0,5	-0,7	-0,3
Alimentaire	38%	+0,2	+0,1	+0,9	+2,2	+0,8	+1,1
Biens fabriqués	45%	+2,2	0,0	-0,8	-1,0	+0,9	+0,4
Biens durables, dont	22%	+1,7	+0,5	-0,7	-2,7	+0,5	-0,9
<i>Automobiles</i>	12%	+0,9	0,0	-0,4	+1,3	-1,1	+1,7
<i>Equippedement du logement</i>	8%	+3,3	+1,5	-1,8	-10,0	+3,3	-5,6
Textile - cuir	9%	+7,8	-1,9	-2,1	+1,1	+3,2	+3,9
Autres	13%	-0,6	+0,5	-0,1	+0,5	-0,2	+0,2
Energie	17%	-10,5	-0,7	+3,1	-4,8	-7,6	-4,9
Gaz et électricité	10%	-16,3	-2,0	+7,1	-8,1	-11,5	-8,2
Carburants et fuel	7%	-1,9	+0,9	-1,9	-0,2	-2,1	-0,4

Source : INSEE

5. Moral des ménages en mai 2017 : au plus haut depuis août 2007

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, **la confiance des ménages s'est améliorée en mai 2017** après quatre mois consécutifs de quasi

stabilité. L'indicateur qui la synthétise a en effet progressé de +2 points pour s'établir à 102,2, **un plus haut niveau depuis août 2007**.



Source : INSEE

* Dans le détail, concernant le « contexte économique », **l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France** s'est « *vivement* » améliorée en mai, que ce soit pour le niveau de vie passé (+4,8 points et indice synthétique au plus haut depuis juillet 2007) ou pour les perspectives d'évolution (+5,4 points). « *Ce pic d'optimisme relatif a également pu être constaté lors de l'élection présidentielle de 2012* ».

Dans le même temps, leurs « **craintes concernant le chômage** » sont restées stables, l'indice synthétique restant à son plus bas depuis juin 2008.

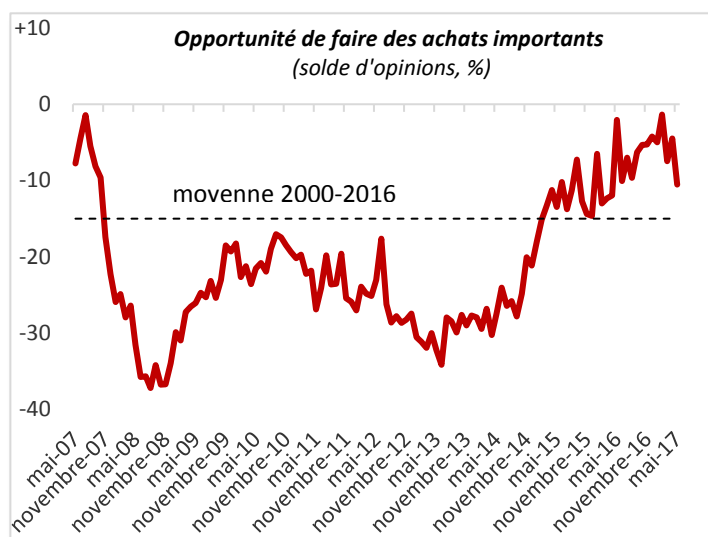
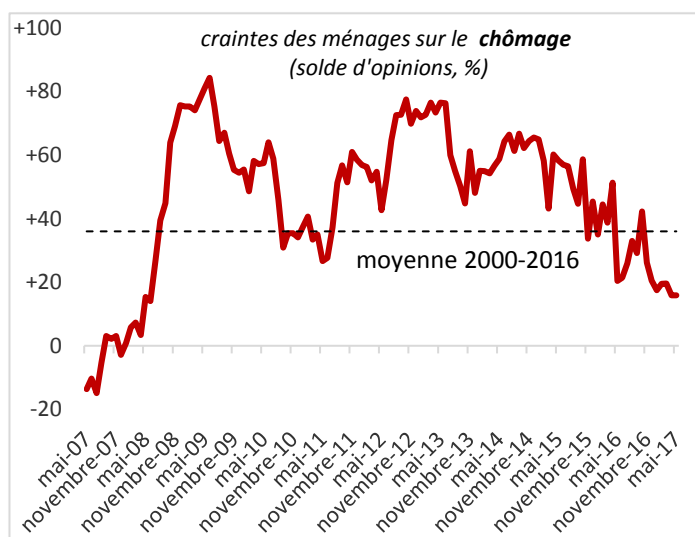
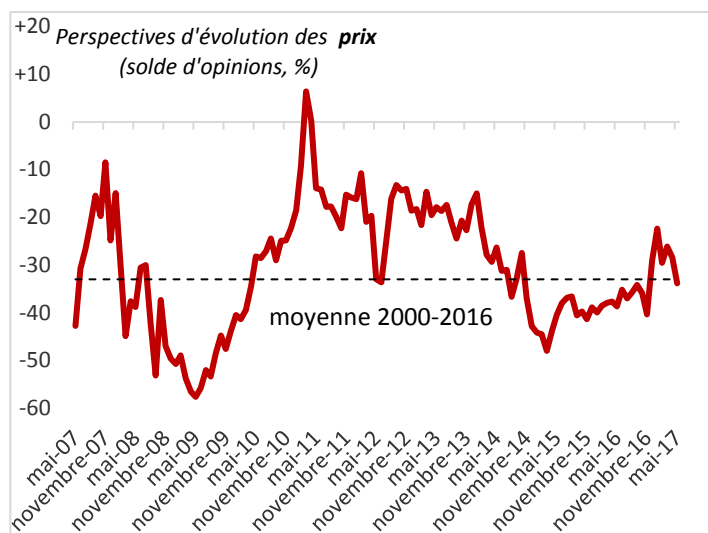
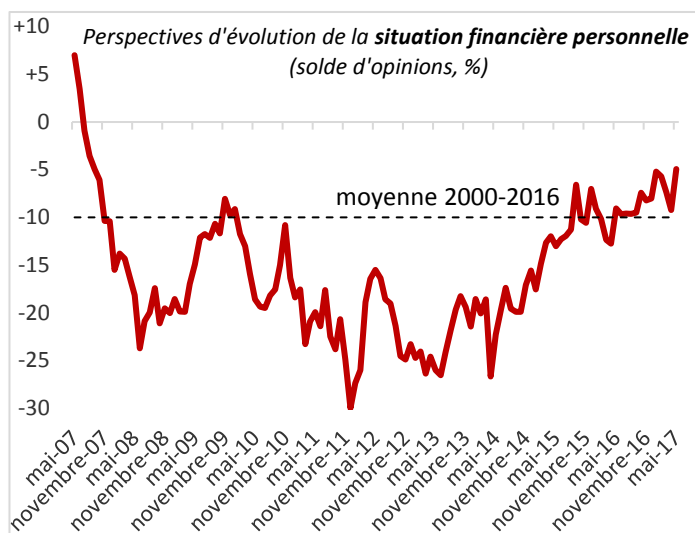
Enfin, en mai les ménages ont été moins nombreux à estimer que les prix ont augmenté au cours des douze derniers mois. Ils sont également moins nombreux à anticiper des hausses de prix au cours des douze prochains mois.

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur **situation financière future** s'est redressée (+4 points après -2 points en avril) et l'indice synthétique a retrouvé son niveau moyen de longue période. La perception qu'ils ont de leur **situation financière passée** s'est très légèrement améliorée (+1 point).

La proportion des ménages estimant qu'il est « **opportun de faire des achats importants** » a nettement diminué (-7 points).

La proportion estimant qu'il est « **opportun d'épargner** » a très légèrement augmenté en mai, pour le quatrième mois consécutif. Le solde d'opinion correspondant est à son plus haut niveau depuis décembre 2015.

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur **capacité d'épargne actuelle** s'est légèrement amélioré (+0,8 point) tandis que celui sur leur **capacité future** est restée stable (-0,1 point).



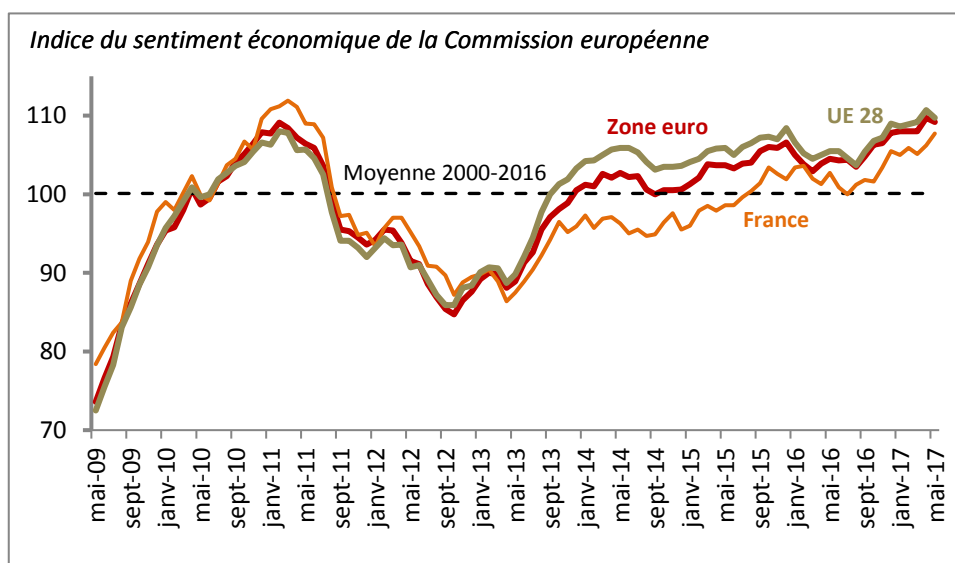
Source : INSEE



6. Climat économique en Europe en mai 2017 : baisse de confiance des entreprises dans les secteurs des services et du commerce de détail, nouvelle amélioration dans l'industrie ; confiance des ménages stable

*La Commission européenne vient de publier son dernier **indice synthétique du « sentiment économique »**, indicateur de confiance à la fois des entreprises et des consommateurs. **Il a diminué en mai 2017** dans l'Union européenne (-

1 point), comme dans la zone euro (-0,5 point) **après le pic atteint en avril qui marquait alors un plus haut depuis septembre 2007**. Il demeure néanmoins bien au-dessus de sa moyenne 2000-2016.



Source : Commission européenne

*Cette dégradation du « sentiment économique » **au sein de l'Union européenne** est le résultat d'une moins bonne orientation des indices de confiance des entreprises dans le secteur des services (-2,5 points), du commerce de détail (-1,8 point) et de la construction (-1,4 point). Dans l'industrie, l'indice de confiance a très légèrement progressé (+0,2 point) pour le troisième mois consécutif. L'indice de confiance des consommateurs est resté stable.

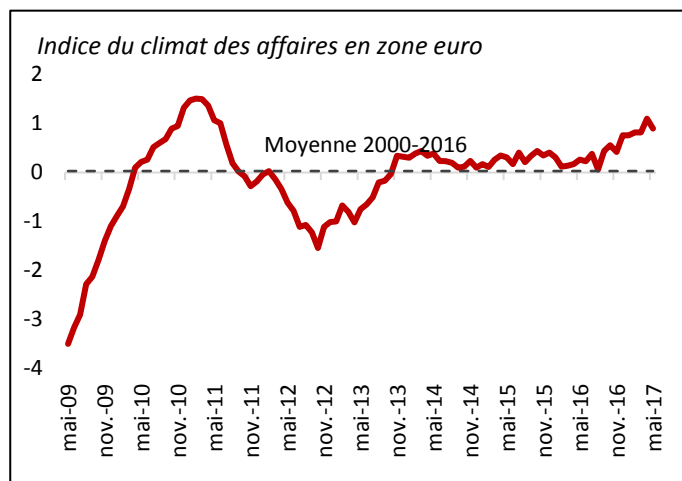
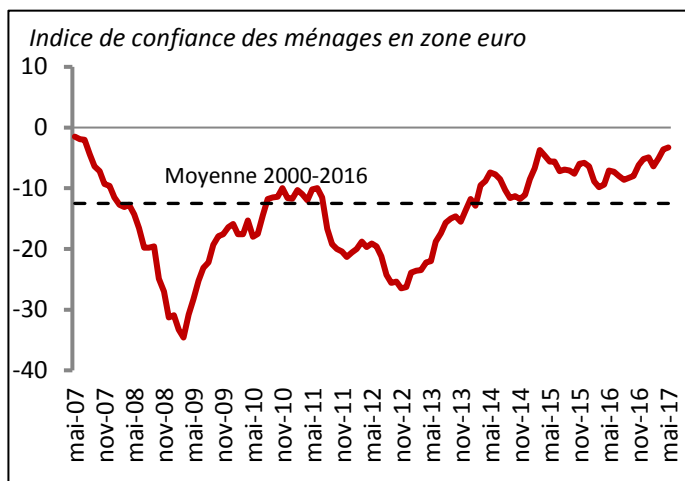
*En **zone euro**, la tendance a été similaire mais avec des mouvements d'une ampleur moindre. **La confiance des entreprises s'est dégradée dans le**

secteur des services (-1,2 point) du fait notamment de moins bonnes perspectives sur la demande. Elle s'est également **dégradée dans le secteur du commerce de détail** en raison d'une évaluation à la baisse du climat économique actuel et futur. En revanche, **dans la construction, le « sentiment économique » a continué d'être bien orienté** (+0,3 point, quatrième mois consécutif de hausse) bien qu'une « diminution marquée des carnets de commandes » ait pu être constatée. Enfin, la **confiance des entreprises du secteur industriel s'est renforcée** (+0,2 point), du fait de « perspectives optimistes sur la production et les carnets de commandes ».

*S'agissant des **principaux pays de la zone euro**, il ressort de l'enquête une amélioration du sentiment économique en France (+2,5 points), et au Portugal notamment (2,2 points) ; une relative stabilité en Espagne (+0,5 point), en Belgique (+0,2 point) et en Italie (-0,9 point) ; une dégradation en Allemagne (-1,5 point) et aux Pays-Bas (-2,1 points). **Hors zone euro**, il a été stable en Suède et

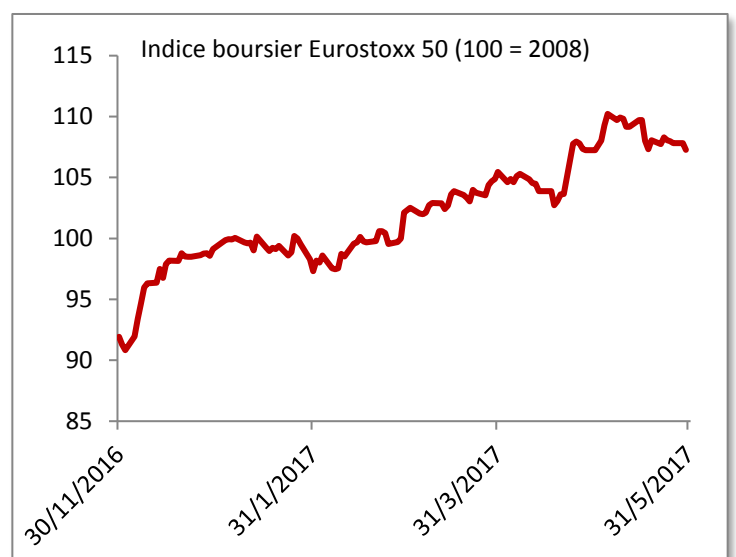
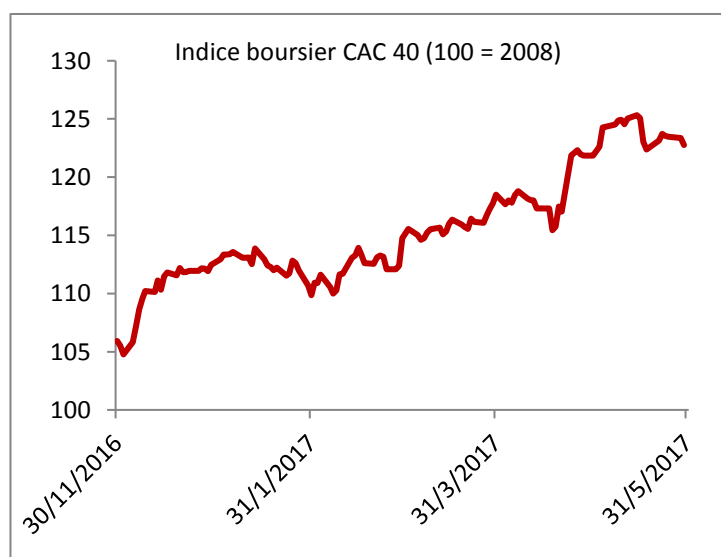
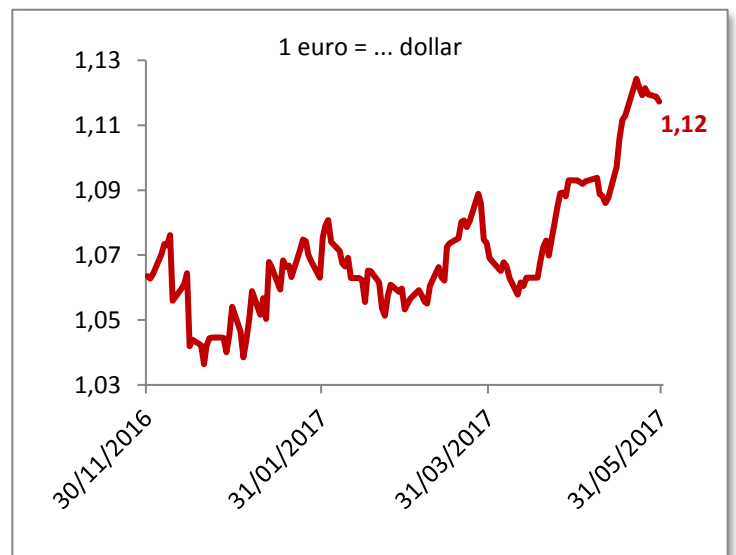
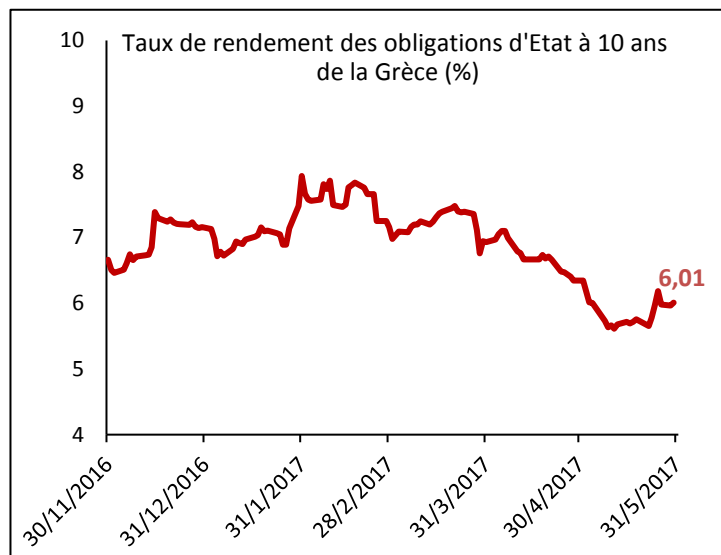
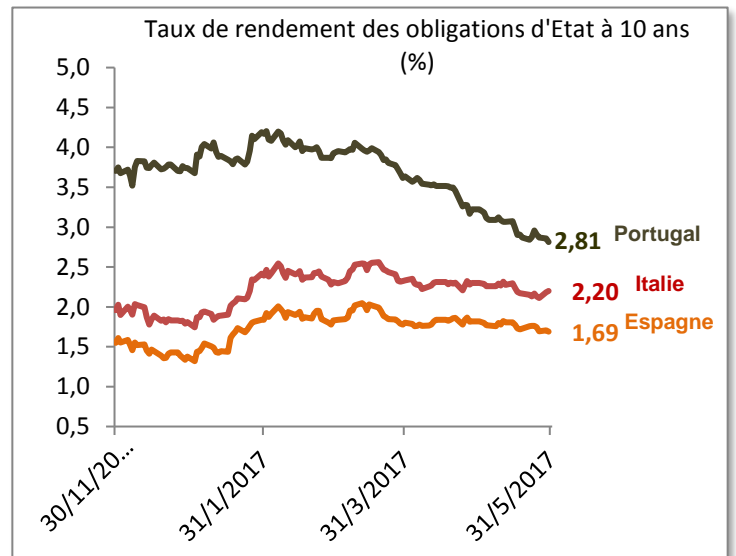
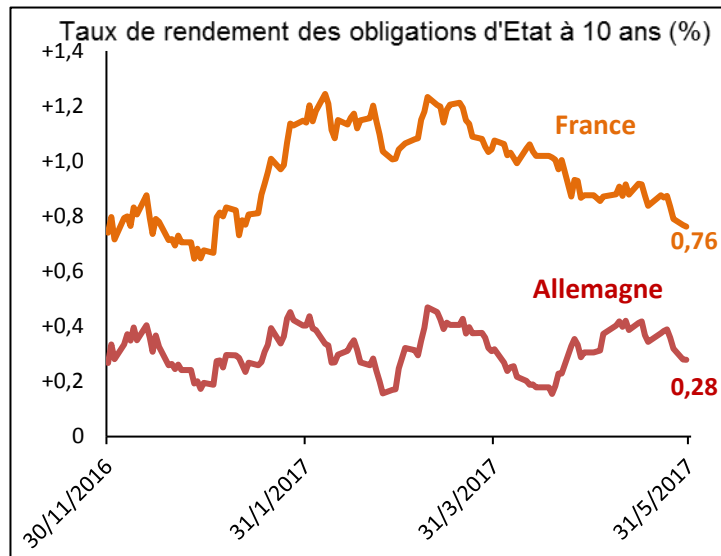
s'est nettement dégradé au Royaume-Uni (-2,3 points).

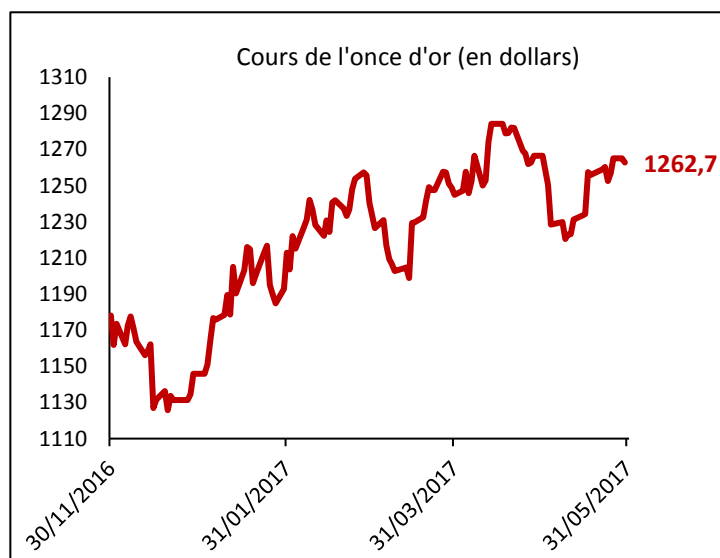
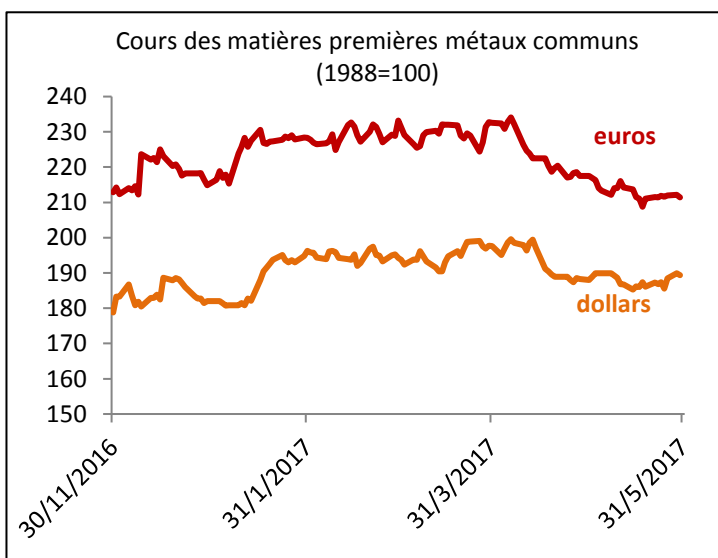
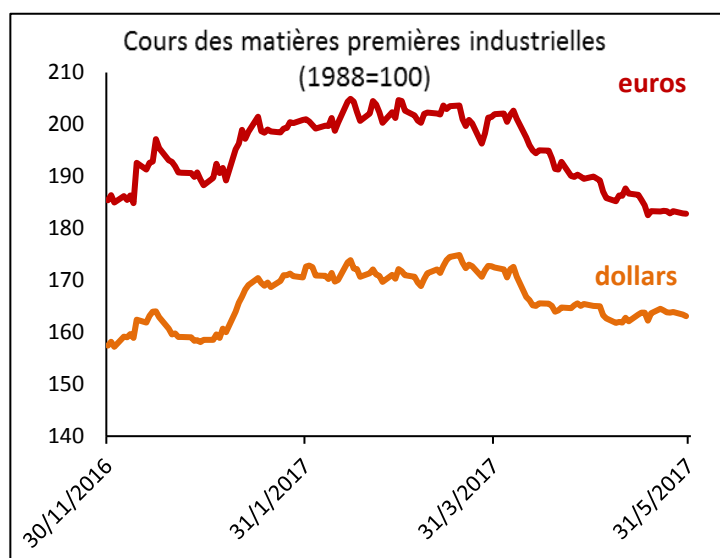
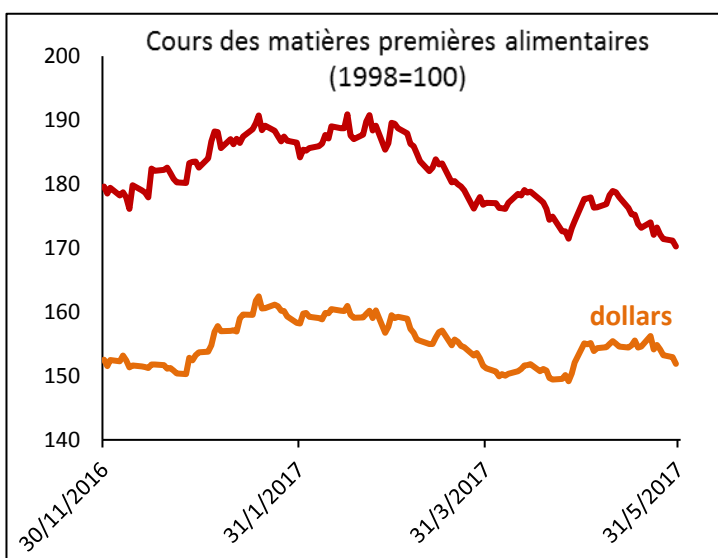
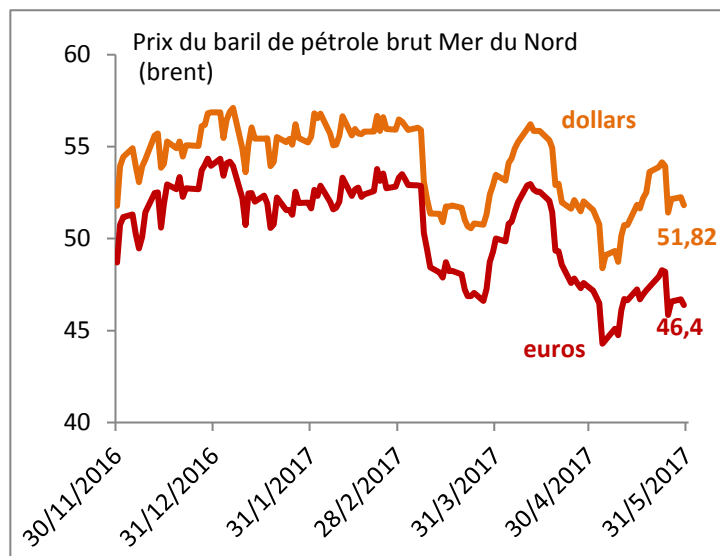
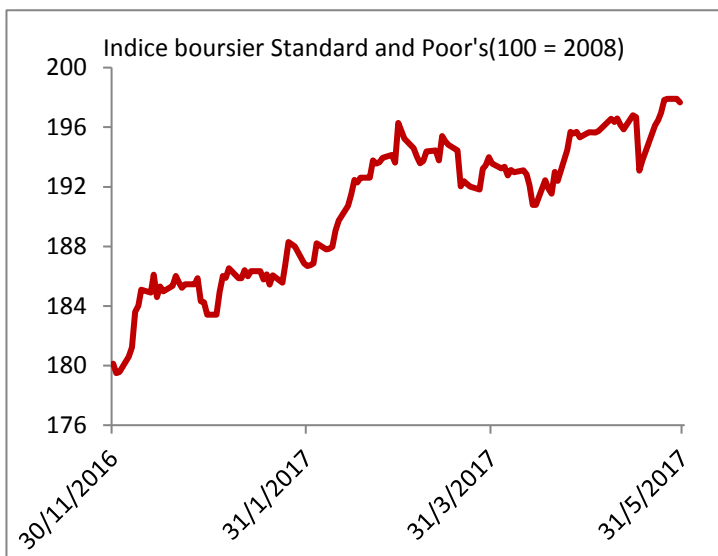
*Dans le même temps, la Commission européenne a publié **l'indice du climat des affaires en zone euro**. Il confirme l'orientation baissière du « sentiment économique » des entreprises, l'indice ayant diminué de -0,2 point.



Source : Commission européenne

6. Tendances récentes des marchés : détente des taux obligataires, interruption de l'appréciation de l'euro contre dollar





Contact : gde-lavernee@medef.fr // abenhamou@medef.fr

Rédaction achevée le 2 juin 2017

La Météo de l'éco - Prenez la température de l'économie française en quelques clics, avec 30 indicateurs

➤ Connectez-vous sur www.meteodeleco.fr
➤ ou téléchargez l'application gratuitement sur :

